

Gouvernement bruxellois des bourgmestres

Traduction libre avec DeepL.com

<https://doorbraak.be/brusselse-regering-van-burgemeesters/>

Doorbraak - Luckas Vander Taelen - 16/2/2026

Trois des cinq membres du gouvernement bruxellois sont/étaient également bourgmestres. Il semble que la Conférence des bourgmestres ait désormais sa place au sein du gouvernement régional bruxellois. À l'extrême gauche, Audrey Henry, bourgmestre de Schaerbeek, au centre, Boris Dilliés (Uccle) et à côté de lui, Ahmed Laaouej, bourgmestre « empêché » de Koekelberg.

En dehors du microcosme bruxellois, on se demande sans doute comment il a fallu plus de 600 jours pour entamer les négociations et comment un gouvernement a pu être formé en trois jours.

Pour ceux qui se posent ces questions délicates, et pour le bien de l'histoire, il est bon de rappeler que le seul responsable de cette énorme perte de temps est Ahmed Laaouej, du PS. Rendons à César ce qui appartient à César !

En opposant ouvertement son veto à la N-VA pendant un an contre la majorité proposée du côté flamand, il s'est révélé être un sapeur systématique des lois bruxelloises. Le coût de son opposition est facile à calculer. Chaque mois sans gouvernement, la dette de la Région de Bruxelles-Capitale a augmenté de 100 millions d'euros. Sur une année, cela représente donc 1,2 milliard d'euros supplémentaires à ajouter aux 15 milliards de dettes bruxelloises.

Et en récompense de tant d'obstination subversive, Ahmed Laaouej obtient un poste de ministre dans le nouveau gouvernement bruxellois. Félicitations !

PS : seul gagnant

Depuis la création de la Région bruxelloise en 1989, il n'était encore jamais arrivé qu'une communauté s'immisce dans la coalition d'une autre. Laaouej savait qu'il avait tout à gagner à rester inflexible, car il arrive toujours un moment où les Flamands cèdent. Cette fois-ci, c'est Anders qui a fait le dernier transfert au nom des intérêts bruxellois ; la N-VA a été écartée et la CD&V a comblé le vide. Laaouej avait remporté la partie. Isolde Van den Eynde a écrit à juste titre dans HLN qu'il était le seul gagnant sur le champ de bataille bruxellois...

C'est une analyse correcte, car Laaouej peut être satisfait, et pas seulement de son poste de ministre. Sur RTBF-radio La Première, il a déclaré sans ironie que les partis avaient fait preuve d'un « sens des responsabilités » et que l'accord était un signe d'« ambition pour Bruxelles ». Il aurait mieux valu dire que c'était lui qui avait réalisé ses ambitions, car il a obtenu à peu près tout ce qui était important pour son parti.

Des fonds seront alloués aux bastions socialistes en difficulté, tels que la Société régionale de logement et la société des eaux Vivaqua, qui ont toutes deux des charges et des besoins importants. Bien sûr, il n'y a pas d'argent pour cela, donc cette injection coûteuse sera

financée par des emprunts et considérée comme un « investissement » hors budget. Kanal, dirigé par un ancien chef de cabinet socialiste, recevra certes moins d'argent qu'il n'en avait demandé, mais il deviendra tout de même le musée le plus cher et le plus subventionné de Belgique. La Région bruxelloise aurait en fait pu simplement transférer l'argent au Centre Pompidou à Paris, avec lequel Kanal a conclu un contrat très coûteux sans réfléchir.

Philippe Close, bourgmestre PS de Bruxelles-Ville, obtient son mégalomane projet Neo au Heysel, ce qui est une catastrophe pour ce qui reste de commerces indépendants dans la ville. Et comme aucun politicien, pas même un socialiste, ne craint le populisme, le nouveau gouvernement va soutenir le club de football Union Saint-Gilles dans la construction d'un nouveau stade à Forest, en totale contradiction avec les règles du plan d'aménagement régional. Ce n'est bien sûr pas un hasard si le président d'honneur du club est l'ancien ministre-président Charles Picqué (PS) et si Saint-Gilles et Forest ont tous deux des bourgmestres socialistes...

Lalieux, le bienfaiteur sauvage

Les communes bruxelloises en difficulté, dont beaucoup sont dirigées par des bourgmestres PS, reçoivent des fonds sans que leur sacro-sainte autonomie ne soit remise en cause. Elles peuvent également continuer à augmenter le précompte immobilier ; les libéraux ont seulement obtenu que cela soit partiellement compensé par une prime régionale. Cela résume bien la logique socialiste : la région continue à soutenir la politique communale défailante.

Les « réformes » bruxelloises annoncées par Anders ne donneront pas grand-chose dans ce domaine. Le nouveau gouvernement est dirigé par Boris Dilliés, bourgmestre MR d'Uccle ; Ahmed Laaouej, lui-même bourgmestre « empêché » de Koekelberg, se voit confier la compétence des administrations locales. Et le bourgmestre de Schaerbeek, Audry Henry (MR), peut également participer ! Il semble que la Conférence des bourgmestres ait désormais une place permanente au sein du gouvernement régional : trois des cinq membres francophones du gouvernement sont ou ont été bourgmestres.

Les communes pourront en outre compter sur le soutien inconditionnel de la secrétaire d'État socialiste Karine Lalieux. Lorsqu'elle gérât le fonds bruxellois Beliris au sein du gouvernement De Croo, elle a déclaré sans vergogne lors d'une réunion interne de son parti qu'en tant que bienfaitrice, elle souhaitait avant tout « faire plaisir aux communes socialistes ».

Soyons clairs : la fragmentation politique paralysante de Bruxelles et la double structure de pouvoir coûteuse de la région et des communes ne disparaîtront pas de sitôt. Ahmed Laaouej veillera à ce que toute tentative de réforme soit étouffée dans l'œuf...